



28 mai 2020

Communiqué de Presse

Plan de relance : La solidarité et l'écologie doivent primer sur l'austérité

La présidente de la Commission européenne, Ursula Von der Leyen, a présenté aujourd'hui son plan de relance pour faire face à la crise économique et sociale liée à la pandémie du Covid-19.

Les 750 milliards annoncés sont loin des 2000 milliards d'euros proposés par le Parlement européen, ou des 1600 milliards d'euros jugés nécessaires par le Commissaire français Thierry Breton. Nous le regrettons.

Nous critiquons également la volonté d'inscrire le nouvel instrument dans le cadre du Semestre européen. Les plans de relance nationaux devront être conformes aux priorités du semestre européen, sans aucun contrôle démocratique. Cette validation sera possiblement conditionnée à la mise en place de programmes de réformes économiques, encourageant ainsi la poursuite des politiques austéritaires. Le monde d'avant a décidément la vie dure !

Une partie des 750 milliards annoncés viendra aussi compenser un CFP en soi largement insuffisant. Son montant de 1100 milliards d'euros est en effet loin des 1300 milliards votés par le Parlement européen. Si ce nouvel apport devrait permettre de financer des programmes essentiels tels que les politiques de cohésion et la politique agricole, mais aussi ERASMUS, le Fonds Social Européen (FSE+), ou le Fonds Européen d'Aide aux Plus Démunis (FEAD), elle ne permettra toutefois pas d'éviter la baisse du budget de la politique agricole commune. Il s'agira de pérenniser ces montants dans le budget européen au-delà du caractère temporaire de ces annonces.

Si la création de ressources propres est la bienvenue, nous appelons les chefs de gouvernement à faire preuve de responsabilité au sein du Conseil européen pour les renforcer notamment en taxant l'évasion fiscale et les multinationales. Elle ne semble pas, en l'état, d'un montant suffisant pour compenser les baisses des PIB nationaux et pour rembourser l'emprunt contracté.

L'annulation de la dette contractée par sa transformation en dette perpétuelle reste la seule solution raisonnable, avec la modification des Traités pour à minima prévoir la capacité d'emprunt directe de la Commission européenne auprès de la BCE.

Nous regrettons que la Commission européenne reste enfermée dans des dogmes, dont la crise du Covid-19 a pourtant révélé l'absurdité, et ce en dépit des appels de nombreux économistes de tous bords.

Nous appelons les chefs d'Etats européens à prendre la mesure de l'appauvrissement qui se dessine pour les peuples européens. Il est temps de passer des déclarations aux actes en faisant primer la solidarité et l'écologie sur les logiques austéritaires.

